

# Ça monte !

## Douanes :

### Le contrôle deviendrait une compétence « résiduelle »

C'est ce que dénonce le syndicat CGT des Douanes dans sa condamnation sans appel des orientations tracées pour une nouvelle restructuration qui tourne le dos au service public douanier, dont le contrôle des marchandises lors du dédouanement – aujourd'hui en question – est partie intégrante.

Des orientations qui, en fait, ne constituent sur le terrain que la déclinaison sur les missions de la politique de casse de l'emploi. C'est d'ailleurs le Directeur Général lui-même qui, dans une note à ses directeurs territoriaux, vendait la mèche en leur demandant d'intégrer dans leurs propositions de schéma de réforme le fait qu' « **une part substantielle des effectifs des opérations commerciales seront supprimés** » et même d' « **aller bien au-delà** du niveau des suppressions nettes d'emplois (de)...leur circonscription pour l'année prochaine dont le niveau pourrait...s'accroître... ».

**On peut difficilement être plus clair : on ne modernise pas le service public, on supprime massivement les emplois et on aménage à minima en fonction de ce qui reste.**

Le 15 Juin, dans l'unité, les Organisations syndicales (CGT, CFDT, FO, SNCD, CFTC, Solidaires, UNSA) ont appelé à une journée de grève et de manifestations. Une première étape de la contre-offensive des personnels qui étaient près de 40% (un chiffre qui couvre l'ensemble des personnels dont ceux de la surveillance qui n'ont pas le droit de grève) à cesser le travail ce jour là.

## ANPE :

C'est contre l'instrumentalisation de

leurs missions au service d'une politique de l'emploi entièrement centrée sur l'abaissement du « coût du travail » que s'élèvent les organisations CGT de l'ANPE, de l'assurance chômage, du travail, ainsi que le comité CGT des chômeurs.

Elles dénoncent le fait d'être mises au service d'une véritable entreprise de coercition sociale qui se traduit par du flicage, des radiations, le recours à des cabinets privés – largement payés sur les fonds de l'UNEDIC – pour imposer l'acceptation de toutes sortes de précarité, de déqualifications, de bas salaires ...

Ce sont d'autres contenus à leurs missions et une autre politique de l'emploi qu'exigent les organisations CGT.

Le 13 juin, à l'appel des syndicats CGT, FO, SUD et SNU un agent de l'ANPE sur quatre était en grève.

## Et aussi...

**Le fasild** (fond d'action et de soutien pour l'intégration et la lutte contre les discriminations) avec un appel à la grève CGT et CFDT le 23 juin pour s'opposer à une création d'agence qui entraîne la remise en cause des missions de l'établissement.

**...L'onf** où un appel à la grève est décidé pour le 24 juin face à un contrat de plan porteur de lourdes menaces sur l'emploi et le service public forestier.

**...Les dire et diren** contre une fusion qui conduirait à l'abandon de missions essentielles de contrôles et à une perte globale d'efficacité de service public

**...Les monnaies et médailles** confrontées à des menaces sur l'avenir industriel de l'établissement

**Etc...etc...**

## Le 10 juin : une étape dans la construction du rassemblement pour les services publics

Cette journée de lutte s'est traduite par des initiatives multiformes dans 70 départements. Rassemblements, manifestations, débats, fêtes ont marqué la journée. Le 10 juin représente une étape nouvelle de la démarche de rassemblement pour défendre et reconquérir les services publics. Le mouvement, parti de départements ruraux, s'est élargi aux grandes zones urbaines. Des collectifs se sont mis en place par exemple dans les départements de la région parisienne.

Un 10 juin qui se situe au coeur de la tourmente dans laquelle sont plongés les services publics : des suppressions massives d'emplois dans la fonction publique, des privatisations comme celles de GDF...

A l'opposé, des besoins sociaux plus importants s'expriment et les services publics devraient être l'outil pour contribuer à y répondre dans le respect de l'égalité et de la solidarité. L'exemple de l'énergie montre bien que ce n'est pas avec le privé qu'on pourra aller dans cette direction. La journée de luttes des gaziers et électriciens du 20 juin qui doit aussi permettre aux usagers et élus de s'associer, compte dans ce paysage. Par ailleurs, comme nous nous en faisons écho ci-contre les réactions aux attaques contre le service public se multiplient dans la Fonction Publique.

A l'évidence, la rentrée constituera un nouveau rendez-vous social pour s'opposer aux politiques destructrices actuelles à partir de propositions alternatives construites à tous les niveaux avec les salariés et les usagers.